

Proposition du Conseil d'Etat pour le budget 2021

Le Cartel intersyndical rejette les propositions du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a confirmé aux organisations syndicales membres du Cartel son intention d'équilibrer son budget à l'horizon 2024 (plan financier quadriennal 2021-2024) **sur le dos du personnel de l'Etat**. Pour respecter le dogme d'un équilibre budgétaire inadapté à la situation présente, il veut ainsi réduire les salaires de près de 50'000 personnes **de 1,92% pendant 4 ans**.

A cela s'ajoute le blocage des mécanismes salariaux déjà annoncé : pas d'indexation salariale jusqu'en 2024 et progressions salariales gelées une année sur deux. Les pertes financières deviendraient très conséquentes pour le personnel de la fonction publique et parapublique. De plus le Conseil d'Etat a également annoncé des mesures structurelles visant à la diminution de la part employeur prise en charge pour le financement de la CPEG (Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève). C'est ainsi qu'un montant annuel supplémentaire de 70 millions de francs pourrait être mis à la charge du personnel de l'Etat.

La contrepartie proposée est fort contestable : une semaine de congé non payé. **Impraticable et un leurre pour les syndicats**. Les services sont surchargés et dans nombre de ceux-ci il est déjà impossible de récupérer la pléthore d'heures supplémentaires accumulées ces derniers mois et années car les effectifs manquent.

Le personnel ne veut pas payer pour les surcoûts liés à COVID-19 ainsi que pour la diminution des rentrées fiscales dues au projet RFFA qui, selon les déclarations antérieures du même Conseil d'Etat, pouvait être parfaitement assumée par l'Etat.

Le personnel de la fonction publique a travaillé sans relâche pour assurer durant la crise les prestations publiques essentielles à la population. Dans la situation particulière que nous vivons l'investissement dans les services à la population est primordial. Le Cartel s'inquiète aujourd'hui pour des conditions de travail détériorées et s'insurge contre cette manière de remercier le travail des collègues. Dans d'autres cantons, l'employeur a valorisé le travail intense des services publics en octroyant parfois des « primes Covid ». **A Genève, canton riche (3e plus riche de Suisse), on voudrait remercier le personnel par des baisses salariales ... totalement inacceptable.**

Le Cartel attend que le Conseil d'Etat revoie sa copie du budget 2021 et qu'il ne profite pas de la situation économique liée au COVID pour réaliser l'objectif annoncé par la droite de réduire la voilure des services publics et de ses prestations.

Les organisations syndicales du Cartel vont mobiliser l'ensemble du personnel afin de réagir vigoureusement à ces mesures qui tiennent de la provocation.

Le Cartel va se réunir en Assemblée des déléguées le 29 septembre prochain pour décider et engager des moyens de luttes adéquats.

Le Bureau Cartel :

Françoise Weber

Olivier Baud

Pierre-Alain Dufey